

Rapport financier 2017 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Vaudreuil-Dorion

Code géographique : 71083

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements financiers consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S33
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S51

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

Table des matières	S54
Données prévisionnelles non auditées	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Marco Pilon, FCPA, FCGA, OMA, trésorier, atteste la véracité du rapport financier consolidé de Vaudreuil-Dorion pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017
(Nom de l'organisme)
et que les données prévisionnelles de l'exercice 2018 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes au budget de Vaudreuil-Dorion pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018,
(Nom de l'organisme)
adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2017-12-18.
(Date)

Signature



Date

2018-06-08

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
État consolidé des résultats	7
État consolidé de la situation financière	8
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	9
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	9
État consolidé des flux de trésorerie	10
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	11
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	12
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	13
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	14
Situation financière par organismes	15
Charges par objets	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Endettement total net à long terme	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Vaudreuil-Dorion et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2017, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Vaudreuil-Dorion et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Vaudreuil-Dorion inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 13, 14, 17 et 19, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.



1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A 107797

DATE 2018-06-08

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2017	2017	2016
Revenus				
Taxes	1	60 874 612	62 047 373	61 447 482
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 161 229	994 878	1 033 428
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 805 247	3 129 298	4 031 961
Services rendus	5	4 863 606	5 368 233	6 466 180
Imposition de droits	6	3 101 990	8 252 375	4 154 264
Amendes et pénalités	7	503 030	351 507	442 317
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	475 440	758 969	707 528
Autres revenus	10	132 451	11 741 575	731 803
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	72 917 605	92 644 208	79 014 963
Charges				
Administration générale	14	8 005 877	8 454 805	8 323 177
Sécurité publique	15	9 810 033	9 346 863	7 859 534
Transport	16	16 101 965	16 484 594	18 025 813
Hygiène du milieu	17	14 314 025	13 270 107	12 869 296
Santé et bien-être	18	855 875	866 769	818 198
Aménagement, urbanisme et développement	19	3 565 222	3 399 085	3 048 616
Loisirs et culture	20	16 566 954	16 032 630	15 887 008
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	5 994 594	5 699 145	6 028 840
Effet net des opérations de restructuration	23		75 298	
	24	75 214 545	73 629 296	72 860 482
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(2 296 940)	19 014 912	6 154 481
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		177 852 123	171 697 642
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		177 852 123	171 697 642
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		196 867 035	177 852 123

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	14 414 014	18 551 423
Débiteurs (note 5)	2	33 187 855	33 437 204
Prêts (note 6)	3	566 873	1 265 537
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	2 124 100	1 851 500
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	50 292 842	55 105 664
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	18 499 881	11 432 585
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	12 677 170	19 421 575
Revenus reportés (note 12)	12	2 875 776	2 590 579
Dette à long terme (note 13)	13	193 868 909	201 914 128
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	227 921 736	235 358 867
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(177 628 894)	(180 253 203)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	372 939 488	356 977 545
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	10 879	10 879
Stocks de fournitures	19	537 175	497 027
Autres actifs non financiers (note 17)	20	1 008 387	619 875
	21	374 495 929	358 105 326
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	196 867 035	177 852 123

Obligations contractuelles (note 20)
Éventualités (note 21)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2017</u>	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(2 296 940)	19 014 912	6 154 481
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	12 928 357 ) (	28 370 294 ) (	13 186 310)
Produit de cession	3		19 599	63 859
Amortissement	4	12 361 410	12 333 053	12 401 383
(Gain) perte sur cession	5		(19 599)	8 116
Réduction de valeur / Reclassement	6		75 298	
	7	(566 947)	(15 961 943)	(712 952)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(40 148)	(4 305)
Variation des autres actifs non financiers	10		(388 512)	(92 667)
	11		(428 660)	(96 972)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(2 863 887)	2 624 309	5 344 557
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(180 253 203)	(185 597 760)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(180 253 203)	(185 597 760)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(177 628 894)	(180 253 203)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	19 014 912	6 154 481
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	12 333 053	12 401 383
Autres			
- Restructuration	3	75 298	
- (Gains) pertes disp. d'actifs	4	(19 599)	8 116
	5	31 403 664	18 563 980
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	249 349	6 284 551
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(6 744 405)	(4 859 175)
Revenus reportés	9	285 197	297 682
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(272 600)	(174 500)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(40 148)	(4 305)
Autres actifs non financiers	13	(388 512)	(92 667)
	14	24 492 545	20 015 566
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(28 370 294)	(13 186 310)
Produit de cession	16	19 599	63 859
	17	(28 350 695)	(13 122 451)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(316 316)	(5 802)
Remboursement ou cession	19	1 014 980	120 000
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	698 664	114 198
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	3 036 968	4 005 007
Remboursement de la dette à long terme	24	(11 294 539)	(11 407 393)
Variation nette des emprunts temporaires	25	7 067 296	(4 220 452)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	212 352	(220 458)
Autres			
-	27		
- Emprunt temporaire Centre mult	28		649 702
	29	(977 923)	(11 193 594)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(4 137 409)	(4 186 281)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	18 551 423	22 737 704
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	18 551 423	22 737 704
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	14 414 014	18 551 423

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

1. Statut de l'organisme municipal

La ville est un organisme municipal organisé et existant en vertu des lois de la province de Québec. Selon le décret 302-94, les Villes de Vaudreuil et de Dorion se sont regroupées afin de se constituer en la Ville de Vaudreuil-Dorion, le 16 mars 1994.

La Ville de Vaudreuil était constituée en vertu du Bill 148, chapitre 93, le 10 juillet 1963. La Ville de Dorion était constituée en vertu de la loi Georges V, chapitre 59, le 16 mars 1916.

La ville est dirigée par un conseil et elle est responsable des activités municipales à caractère local.

La ville fait partie de la Municipalité Régionale de Comté de Vaudreuil-Soulanges, organisme regroupant 23 municipalités, qui est responsable de certaines activités municipales à caractère régional. Les dépenses de la M.R.C. après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 27% des sommes à répartir entre les municipalités.

La ville fait partie également de la Communauté métropolitaine de Montréal, organisme regroupant 63 municipalités, qui est responsable de certaines activités à caractère régional. Les dépenses de la C.M.M. après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 1 % des sommes à répartir entre les municipalités.

De plus, la ville fait partie du Réseau de Transport Métropolitain (RTM). Le RTM est un organisme public de transport en commun qui a commencé ses activités le 1er juin 2017. Il a prit, entre autres, la relève de l'Agence Métropolitaine de transport (AMT) pour l'exploitation des trains de banlieue et des organismes de transport des couronnes nord et sud pour les activités de transport par autobus (C.I.T. La Presqu'Ile) et de transport adapté (Transport Soleil). La ville est responsable d'environ 1 % des sommes à répartir entre les municipalités.

Enfin, la Ville fait partie de l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM). Celle-ci planifie, développe, soutient et fait la promotion du transport collectif sur l'ensemble du territoire de la grande région métropolitaine de Montréal. Elle assure, par des modes de transport collectif, la mobilité des personnes sur son territoire, incluant celles à mobilité réduite. Elle favorise l'intégration des services entre les différents mode de transport et augmente l'efficacité des corridors routiers. La ville est responsable d'environ 1 % des sommes à répartir entre les municipalités.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organisme présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15, S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La ville participe aux partenariats suivants : le Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'Île, le Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes, la Fondation du Maire de Vaudreuil-Dorion et Festivités de Vaudreuil-Dorion.

Les comptes de la ville, du CIT de la Presqu'Île, du Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes, de Festivités de Vaudreuil-Dorion et de la Fondation du Maire de Vaudreuil-Dorion compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville dans le cas des partenariats. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la ville dans les opérations du Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'Île pour l'exercice est de 61,19 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 52,74 % en début d'exercice à 0 % à la fin de l'exercice.

Le taux de participation de la ville dans les opérations de la Fondation du Maire de Vaudreuil-Dorion pour l'exercice est de 100 %.

Le taux de participation de la ville dans les opérations du Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes pour l'exercice est de 100 %.

Le taux de participation de la ville dans les opérations de Festivités de Vaudreuil-Dorion pour l'exercice est de 100 %.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression Administration municipale utilisée réfère à la Ville de Vaudreuil-Dorion excluant les organismes qu'elle contrôle.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés au tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Vaudreuil-Dorion, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent les provision pour créances douteuses et réclamations en justice, la durée d'utilité des immobilisations et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

E) Actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pour le stock de pièces et de fournitures du garage municipal et selon la méthode de l'épuisement successif pour les autres items d'inventaire (vrac, eaux, piscine,...). Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode linéaire et les périodes suivantes :

Infrastructures	10, 15, 20 et 40 ans
Bâtiments	15, 30 et 40 ans
Véhicules	5, 7, 10 et 20 ans
Machinerie, outillage et équipement	5, 9, 10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5, 6 et 10 ans
Améliorations locatives	5 et 10 ans

F) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite simplifié (RRS) offert par la ville à ses pompiers est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminée.

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2017 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement en charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

I) Instruments financiers

s.o

J) Autres éléments

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

3. Modification de méthodes comptables

Suite à l'implantation d'un nouveau logiciel comptable d'inventaire, le 26 octobre 2017, la valeur du stock de pièces et de fournitures au garage municipal est maintenant calculée au coût moyen. Au prix d'un effort raisonnable, il n'a pas été possible d'établir l'effet cumulé de l'application de cette nouvelle méthode comptable aux périodes antérieures. Le stock de vrac (sel, sable, carburant,...) continue d'être évalué selon la méthode du premier entré, premier sorti.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 14 414 014	18 551 423
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 14 414 014	18 551 423
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 2 382 103	5 080 233
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 4 029 151	4 417 949
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12 490	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 15 757 116	17 735 496
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 4 411 380	5 654 481
Organismes municipaux	15 3 723 227	3 627 715
Autres		
- Droits sur les mutations imm.	16 4 788 883	1 334 744
- Organismes, individus, intérêt	17 477 608	666 819
	18 33 187 855	33 437 204
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 13 102 605	12 309 760
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 13 102 605	12 309 760
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 153 484	153 026
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
- Société sauve. Maison Félix-Le	26 316 316	1 000 000
- Centre MCJ + prog. inst. septi	27 250 557	265 537
	28 566 873	1 265 537
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016	
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		
Note			
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	2 525 100	2 226 500
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(401 000)	(375 000)
	37	<u>2 124 100</u>	<u>1 851 500</u>
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 717 400	1 661 500
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	38 000	24 000
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	91 789	70 083
Régimes de retraite des élus municipaux	42	68 400	67 495
	43	<u>1 915 589</u>	<u>1 823 078</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 est requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2017.

Application de la Loi aux régimes de la Ville

La municipalité participe à un régime de retraite qui est visé par la Loi qui fait l'objet du processus de négociations depuis janvier 2016. Une entente a été conclue en juin 2017. L'effet sur les modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation a été appliqué conformément avec les dispositions de la Loi et des dispositions de l'entente conclue. Cette entente a une incidence sur les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2017. Ainsi, les ajustements apportés sont les suivants:

•Élimination de l'indexation automatique des rentes de retraite et de la prestation additionnelle des participants actifs :

- Incidence sur le coût des services passés : S.O.
- Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie : S.O.
- Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune

•Partage du déficit des participants actifs, au-delà de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle :

- Incidence sur le coût des services passés (a) : S.O.
- Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (b) : S.O.
- Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune

•Partage du déficit des participants retraités :

- Incidence sur le coût des services passés : S.O.
- Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie : S.O.
- Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune

•Plafond du service courant et modifications aux dispositions (a) :

- Incidence sur le coût des services passés : 103 000 \$
- Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie : (103 000 \$)
- Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : 22 000 \$

•Partage du service courant :

- Incidence sur le coût des services passés : S.O.
- Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie : S.O.
- Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune

•Partage du déficit lié au service postérieur :

- Incidence sur le coût des services passés : S.O.
- Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie : S.O.
- Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune

•Cotisation au fonds de stabilisation :

- Incidence sur le coût des services passés : 0 \$
- Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie : 0 \$
- Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : 47 000 \$

•Grand total des incidences :

- Incidence sur le coût des services passés (b) : 103 000 \$
- Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (c) : (103 000 \$)
- Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : 69 000 \$

(a) L'entente conclue précise que la réduction de la cotisation d'exercice avant

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

restructuration et celle requise après restructuration sera utilisée pour financer le déficit du volet antérieur dans sa totalité et le solde sera versé au fonds de stabilisation.

(b) Le total des incidences sur le coût des services passés devrait correspondre au montant inscrit à la ligne 19 de la page S-24-1 (sauf s'il y a d'autres modifications au cours de l'exercice).

(c) Le total des pertes (gains) actuariels nets constatés en contrepartie devrait correspondre au montant inscrit à la ligne 25 de la page S24-1.

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44
Autres	45
	46

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

2017

2016

10. Emprunts temporaires

La ville a négocié auprès de son institution financière plusieurs marges de crédit autorisées à 34 667 310 \$. Ces dernières portent intérêt au taux préférentiel moins 0.50%. Au 31 décembre 2017, les montants utilisés totalisent 18 499 881 \$. Ces sommes ont été empruntées en attendant le financement permanent de travaux municipaux et d'acquisitions d'immobilisations autorisés par règlements.

De plus, la ville a négocié une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 4 000 000 \$ au taux préférentiel moins 0.50%. Au 31 décembre 2017, cette marge de crédit était inutilisée.

À ces emprunts s'ajoute l'emprunt bancaire du Centre Multidisciplinaire de la Cité des jeunes, au montant de NIL \$. Cette marge est autorisée à 300 000 \$, porte intérêt au taux préférentiel plus 0.25 % et est garantie par la ville.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	4 442 232	5 238 061
Salaires et avantages sociaux	48	2 804 106	2 635 816
Dépôts et retenues de garantie	49	3 742 596	8 186 455
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Frais d'assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts dette à long terme	53	1 325 914	435 045
- Gouvernement du Canada	54	57 651	1 721 418
- Organismes municipaux + org. c	55	90 173	1 179 136
- Gouvernement du Québec	56	115 934	25 644
- Autres crédoeurs	57	98 564	
	58	12 677 170	19 421 575

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	1 813 476	1 873 358
Société québécoise d'assainissement des eaux	63		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	64		
Autres contributions de promoteurs	65		
Autres			
- Loyers, inscriptions, TECQ	66	662 300	717 221
- Autres	67	400 000	
-	68		
-	69		
	70	2 875 776	2 590 579

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

						2017	2016
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,20	3,95	2018	2057	71	193 904 000	202 083 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					72		
Gains (pertes) de change reportés					73		
					74		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					75		
Organismes municipaux					76		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					77		
Autres	2,95	2,95	2020	2020	78	889 707	968 278
					79	194 793 707	203 051 278
Frais reportés liés à la dette à long terme					80	(924 798)	(1 137 150)
					81	193 868 909	201 914 128

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2017			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2018	82	90	11 605 000	98	107	78 571	115	11 683 571
2019	83	91	11 347 000	99	108	78 571	116	11 425 571
2020	84	92	11 522 000	100	109	732 565	117	12 254 565
2021	85	93	11 529 000	101	110		118	11 529 000
2022	86	94	11 036 000	102	111		119	11 036 000
2023 et +	87	95	136 865 000	103	112		120	136 865 000
	88	96	193 904 000	104	113	889 707	121	194 793 707
Intérêts et frais accessoires				105	()		122	()
	89	97	193 904 000	106	114	889 707	123	194 793 707

Note

		2017	2016
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	124	(177 628 894)	(180 253 203)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	125	()	()
Autres	126	()	()
	127	(177 628 894)	(180 253 203)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	128	73 306 396	156	1 417 576	183		210	74 723 972
Eaux usées	129	108 857 398	157	3 713 589	184		211	112 570 987
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	130	115 326 977	158	4 564 040	185		212	119 891 017
Autres	131	43 081 713	159	1 917 982	186	17 966	213	44 981 729
Réseau d'électricité	132		160		187		214	
Bâtiments	133	55 052 711	161	1 934 650	188		215	56 987 361
Améliorations locatives	134	498 359	162		189	32 471	216	465 888
Véhicules	135	7 086 308	163	713 260	190	384 220	217	7 415 348
Ameublement et équipement de bureau	136	2 500 126	164	182 049	191	30 555	218	2 651 620
Machinerie, outillage et équipement divers	137	5 933 219	165	355 609	192	239 517	219	6 049 311
Terrains	138	21 335 423	166	2 938 551	193		220	24 273 974
Autres	139		167		194		221	
	140	<u>432 978 630</u>	168	<u>17 737 306</u>	195	<u>704 729</u>	222	<u>450 011 207</u>
Immobilisations en cours	141	<u>80 676 952</u>	169	<u>10 632 988</u>	196		223	<u>91 309 940</u>
	142	<u>513 655 582</u>	170	<u>28 370 294</u>	197	<u>704 729</u>	224	<u>541 321 147</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	143	23 502 333	171	1 781 536	198		225	25 283 869
Eaux usées	144	40 590 062	172	2 629 319	199		226	43 219 381
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	145	54 936 291	173	3 704 092	200		227	58 640 383
Autres	146	21 193 252	174	1 850 853	201	765	228	23 043 340
Réseau d'électricité	147		175		202		229	
Bâtiments	148	7 033 842	176	1 344 710	203		230	8 378 552
Améliorations locatives	149	414 423	177	27 065	204	10 743	231	430 745
Véhicules	150	3 726 148	178	421 850	205	384 220	232	3 763 778
Ameublement et équipement de bureau	151	1 819 280	179	180 316	206	25 145	233	1 974 451
Machinerie, outillage et équipement divers	152	3 462 406	180	393 312	207	208 558	234	3 647 160
Autres	153		181		208		235	
	154	<u>156 678 037</u>	182	<u>12 333 053</u>	209	<u>629 431</u>	236	<u>168 381 659</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	155	<u>356 977 545</u>					237	<u>372 939 488</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	238		241		243		245	
Amortissement cumulé	239	(_____)	242	(_____)	244	(_____)	246	(_____)
Valeur comptable nette	240	<u>_____</u>					247	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	248		
Immeubles industriels municipaux	249		
Autres	250	10 879	10 879
	251	10 879	10 879
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	252		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	253	10 879	10 879
<hr/>			
Note			

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Ass., abonnements, contrat ser	254	968 137	573 526
- Autres organismes	255	40 250	46 349
-	256		
Autres			
-	257		
-	258		
	259	1 008 387	619 875
<hr/>			
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

18. Fonds local d'investissement

	2017	2016
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	260	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	261	
Autres revenus	262	
	263	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	264	
Variation de la provision pour moins-value	265	
	266	
Autres charges	267	
	268	
Excédent (déficit) de l'exercice	269	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	270		
Placements de portefeuille	271		
Débiteurs	272		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	273		
Provision pour moins-value	274	()	()
	275		
	276		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	277		
Revenus reportés	278		
Dette à long terme	279		
	280		
Solde du Fonds local d'investissement	281		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	282		
Supportant les engagements de prêts	283		
Supportant les garanties de prêts	284		
	285		

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

19. Fonds local de solidarité

2017

2016

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	286
Revenus sur les prêts aux entreprises	287
Autres revenus	288
	<u>289</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	290
Variation de la provision pour moins-value	291
	<u>292</u>
Intérêts sur la dette à long terme	293
Autres charges	294
	<u>295</u>

Excédent (déficit) de l'exercice	296
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	297		
Placements de portefeuille	298		
Débiteurs	299		
Prêts aux entreprises	300		
Provision pour moins-value	301	() (
	<u>302</u>		
	<u>303</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	304
Revenus reportés	305
Dette à long terme	306
	<u>307</u>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	308
Excédent (déficit) non affecté	309
	<u>310</u>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	311
Supportant les engagements de prêts	312
	<u>313</u>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

20. Obligations contractuelles

Principaux contrats (avant taxes):

	2018	2019	2020	2021	2022
Loyer Hôtel-de-ville	447 118	462 898	473 268	160 193	-
Déneigement	1 562 736	1 429 645	1 465 386	-	-
Services d'évaluation foncière	680 616	694 228	708 112	722 275	736 720
Entretien patinoires extérieures	154 687	-	-	-	-
Location de terrain	25 000	-	-	-	-
Collecte et disposition ordures	1 555 945	-	-	-	-
Licence d'utilisation logiciel	11 903	-	-	-	-
Licence d'utilisation logiciel	29 425	29 572	-	-	-
Gestion Opti-Centre	10 000	-	-	-	-
Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes	1 847 701	1 893 893	1 941 240	1 989 771	2 039 516
Gestion des boues des eaux usées usine d'épuration	106 087	108 740	-	-	-
Analyses d'eau potable et d'eau usées	28 850	28 850	28 850	-	-

Programme d'activités sportives école secondaire de la Cité-des-Jeunes

Afin de favoriser la plus large participation possible des jeunes adolescents à la pratique d'activités physiques, la ville s'est engagée à défrayer une partie des frais d'inscription des jeunes résidents au programme d'activités sportives de la Commission scolaire des Trois-Lacs pour une période de cinq ans à compter de 2010. Cette entente a été reconduite aux mêmes conditions pour une période supplémentaire de quatre ans.

2018: 35 000 \$

Subventions

La ville s'est engagée à verser 18 735 \$ par année pour une période de trois ans à la Fondation de l'Hôpital du Suroît dans le cadre de sa campagne majeure de financement 2016-2018.

2018: 18 735 \$

2019: 18 735 \$

Un protocole d'entente sur l'utilisation d'un terrain de soccer synthétique a été signé avec la Commission scolaire des Trois-Lacs pour une période de 10 ans. La ville s'est aussi engagée pour l'entretien dudit terrain pour la même période pour un montant ne dépassant pas 70 000\$.

La ville s'est engagée à verser un montant annuel de 25 000 \$ à la Fondation de la Maison de soins palliatifs de Vaudreuil-Soulanges pour les années 2017 à 2019.

2018: 25 000 \$

2019: 25 000 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

21. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

En août 2011, la ville a cautionné une marge de crédit et par la suite, un emprunt à long terme, pour un montant n'excédant pas 2 000 000 \$, pour le compte du Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes.

b) Auto-assurance

s.o.

c) Poursuites

Des contribuables et des tiers ont signifié des réclamations en dommages-intérêts pour un montant total d'environ 10 266 224 \$ incluant les demandes subsidiaires. La ville est d'avis que la plupart de ces réclamations sont sans fondement et, en conséquence, seule une provision de 48 000 \$ a été prise aux états financiers. De plus, une partie de ces réclamations a été transmise aux assureurs de la ville qui en ont pris fait et cause. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il est impossible de prévoir l'issue de ces dossiers. Par contre, des négociations ont été entreprises pour certains d'entre eux. Advenant un dénouement défavorable de l'une de ces causes, le montant à payer par la ville serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

d) Autres

s.o.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par les organismes contrôlés, incluant la part qui lui revient dans le budget des partenariats auxquels la ville participe, après élimination des opérations réciproques. La Fondation du maire de Vaudreuil-Dorion et les Festivités de Vaudreuil-Dorion sont exclues du budget consolidé puisque ces organismes n'ont pas adopté de budget pour l'exercice 2017. L'impact de cette exclusion est non significatif puisque la ville adopte dans son propre budget une charge relativement à ces organismes.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

24. Instruments financiers

s.o.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

25. DONNÉES COMPARATIVES

À des fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées ou modifiées.

26. Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'île (CIT)

Au cours de l'exercice 2016, le ministre des Transports a adopté le projet de Loi numéro 76 prévoyant abolir au 1er juin 2017, l'Agence métropolitaine de transport (AMT) et les Conseils intermunicipaux de transport (CIT) pour former deux nouvelles entités. De cette Loi sont créés l'Autorité régionale de transport métropolitain (ART) qui est chargée de la planification, l'organisation et le financement et le Réseau de transport métropolitain (RTM) qui est responsable de l'exploitation, des trains de banlieue et des autobus sur les territoires des couronnes nord et sud.

Les engagements contractuels en matière de transport collectif du CIT ont été transférés au RTM.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Réalizations 2016		Budget 2017	Réalizations 2017		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	60 487 535	60 874 612	62 038 243			62 038 243
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 033 428	1 161 229	994 878			994 878
Quotes-parts	3					(18 465)	
Transferts	4	1 657 597	1 372 784	1 533 384		2 232 737	3 134 168
Services rendus	5	4 912 261	4 542 784	4 629 955		738 278	5 368 233
Imposition de droits	6	4 154 264	3 101 990	8 252 375			8 252 375
Amendes et pénalités	7	442 317	503 030	351 507			351 507
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	697 767	475 000	754 525		4 444	758 969
Autres revenus	10	256 122	35 000	44 337		2 686 981	377 152
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	73 641 291	72 066 429	78 599 204		5 643 975	81 275 525
Investissement							
Taxes	13	959 947		9 130			9 130
Quotes-parts	14						
Transferts	15					(4 870)	(4 870)
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	4 128		10 047 067			10 047 067
Autres	18	60 904		1 317 356			1 317 356
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	1 024 979		11 373 553		(4 870)	11 368 683
	21	74 666 270	72 066 429	89 972 757		5 639 105	92 644 208
Charges							
Administration générale	22	8 250 659	7 931 494	8 380 729	74 076		8 454 805
Sécurité publique	23	7 412 451	9 358 674	8 897 370	449 493		9 346 863
Transport	24	7 968 137	10 275 436	8 956 538	4 922 453	2 587 138	16 484 594
Hygiène du milieu	25	8 269 135	9 708 895	8 684 003	4 586 104		13 270 107
Santé et bien-être	26	763 469	855 875	820 935		45 834	866 769
Aménagement, urbanisme et développement	27	3 034 222	3 554 123	3 388 032	11 053		3 399 085
Loisirs et culture	28	14 152 842	14 409 131	13 861 207	2 085 435	3 072 107	16 032 630
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	5 902 714	5 954 957	5 588 327		110 818	5 699 145
Effet net des opérations de restructuration	31					75 298	75 298
Amortissement des immobilisations	32	12 178 935	11 500 000	12 128 614	(12 128 614)		
	33	67 932 564	73 548 585	70 705 755		5 891 195	73 629 296
Excédent (déficit) de l'exercice	34	6 733 706	(1 482 156)	19 267 002		(252 090)	19 014 912

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalizations 2016		Budget 2017		Réalizations 2017	
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé^{1}
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 733 706	(1 482 156)	19 267 002	(252 090)	19 014 912	
Moins: revenus d'investissement	2	(1 024 979)	()	(11 373 553)	(4 870)	(11 368 683)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	5 708 727	(1 482 156)	7 893 449	(247 220)	7 646 229	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	12 178 935	11 500 000	12 128 614	204 439	12 333 053	
Produit de cession	5	62 641		19 599		19 599	
(Gain) perte sur cession	6	8 247		(19 599)		(19 599)	
Réduction de valeur / Reclassement	7				75 298	75 298	
	8	12 249 823	11 500 000	12 128 614	279 737	12 408 351	
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9						
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11						
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux							
Remboursement ou produit de cession	12	120 000		1 014 980		1 014 980	
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14						
	15	120 000		1 014 980		1 014 980	
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	804 904					
Remboursement de la dette à long terme	17	(10 436 807)	(10 320 128)	(10 324 908)	(78 571)	(10 403 479)	
	18	(9 631 903)	(10 320 128)	(10 324 908)	(78 571)	(10 403 479)	
Affectations							
Activités d'investissement	19	(650 151)	(391 400)	(1 200 824)	(59 381)	(1 260 205)	
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	17 617	789 494	24 503	219 954	244 457	
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 983 628		798 713		798 713	
Réserves financières et fonds réservés	22	(831 357)	(95 810)	(156 691)		(156 691)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(1 230)		(662)		(662)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
	25	518 507	302 284	(534 961)	160 573	(374 388)	
	26	3 256 427	1 482 156	2 283 725	361 739	2 645 464	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	8 965 154		10 177 174	114 519	10 291 693	

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalizations 2016		Réalizations 2017	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	1 024 979	11 373 553	(4 870)	11 368 683
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(73 921)	(92 118)	()	(92 118)
Sécurité publique	3	(290 177)	(167 712)	()	(167 712)
Transport	4	(2 119 270)	(14 843 275)	(5 337)	(14 848 612)
Hygiène du milieu	5	(9 769 488)	(8 389 453)	()	(8 389 453)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(36 044)	(11 475)	()	(11 475)
Loisirs et culture	8	(639 457)	(4 811 750)	(49 174)	(4 860 924)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(12 928 357)	(28 315 783)	(54 511)	(28 370 294)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	(255 802)	(316 316)	()	(316 316)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	1 812 511	1 353 063		1 353 063
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	650 151	1 200 824	59 381	1 260 205
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	857 104	1 074 380		1 074 380
Excédent de fonctionnement affecté	16	12 716 609	2 017 801		2 017 801
Réserves financières et fonds réservés	17	790 183	2 215 361		2 215 361
	18	15 014 047	6 508 366	59 381	6 567 747
	19	3 642 399	(20 770 670)	4 870	(20 765 800)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	4 667 378	(9 397 117)		(9 397 117)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		<u>2016</u>	<u>2017</u>	<u>Total</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
				Total consolidé ¹	
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	16 571 203	13 655 005	759 009	14 414 014
Débiteurs (note 5)	2	33 469 807	33 441 898	238 493	33 187 855
Prêts (note 6)	3	1 741 537	1 042 873		566 873
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	1 851 500	2 124 100		2 124 100
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	53 634 047	50 263 876	997 502	50 292 842
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	11 432 585	18 499 881		18 499 881
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	17 418 020	12 405 696	764 010	12 677 170
Revenus reportés (note 12)	12	2 478 273	2 387 036	488 740	2 875 776
Dette à long terme (note 13)	13	200 945 850	192 979 202	1 365 707	193 868 909
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14				
	15	232 274 728	226 271 815	2 618 457	227 921 736
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(178 640 681)	(176 007 939)	(1 620 955)	(177 628 894)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	356 173 262	372 360 431	579 057	372 939 488
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	10 879	10 879		10 879
Stocks de fournitures	19	461 058	513 538	23 637	537 175
Autres actifs non financiers (note 17)	20	573 526	968 137	40 250	1 008 387
	21	357 218 725	373 852 985	642 944	374 495 929
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	9 660 310	9 593 986	(441 361)	9 152 625
Excédent de fonctionnement affecté	23	4 212 161	9 040 262		9 040 262
Réserves financières et fonds réservés	24	3 519 672	3 001 885		3 001 885
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(3 212 061)	(2 697 181)	(73 377)	(2 770 558)
Financement des investissements en cours	26	(6 965 160)	(16 403 160)		(16 403 160)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	171 363 122	195 309 254	(463 273)	194 845 981
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	178 578 044	197 845 046	(978 011)	196 867 035

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
Rémunération	1	16 261 192	15 739 091	17 206 200	16 003 338
Charges sociales	2	4 883 796	4 627 496	4 803 878	4 500 952
Biens et services	3	26 312 014	25 493 299	26 545 614	26 449 806
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	5 434 957	5 206 368	5 244 187	5 522 235
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	335 000	327 962	327 962	347 009
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	185 000	53 997	126 996	159 596
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	6 460 357	4 890 724	4 909 189	3 916 520
Transferts	10				
Autres	11				
Autres organismes					
Transferts	12	1 841 060	1 953 531	1 321 578	2 119 937
Autres	13	148 696	112 978	529 855	1 254 513
Amortissement des immobilisations	14	11 500 000	12 128 614	12 333 053	12 401 383
Autres					
- Indemnités, mauv. créances	15	79 529	120 893	154 684	173 296
- Remb. dépenses élect.allocat.	16	106 984	50 802	50 802	11 897
- Restructuration	17			75 298	
	18	73 548 585	70 705 755	73 629 296	72 860 482

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	9 152 625	9 354 430
Excédent de fonctionnement affecté	2	9 040 262	4 432 115
Réserves financières et fonds réservés	3	3 001 885	3 519 672
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	2 770 558 ) (	3 535 438)
Financement des investissements en cours	5	(16 403 160)	(6 965 160)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	194 845 981	171 046 504
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	196 867 035	177 852 123
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	9 593 986	9 660 310
Organismes contrôlés ¹	10	(441 361)	(305 880)
	11	9 152 625	9 354 430
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Exercice financier suivant	12	872 014	789 494
- Renov. bâtiments anciens	13	50 000	50 000
- Immeubles municipaux	14	5 994 148	1 521 167
- Avantages sociaux futurs	15	2 124 100	1 851 500
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	9 040 262	4 212 161
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
- CITPI	22		219 954
-	23		
-	24		
	25		219 954
	26	9 040 262	4 432 115
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	1 020 815	1 150 855
Organismes contrôlés	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	1 002 855	1 045 674
Organismes contrôlés	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés	42		
Fonds local d'investissement (note 18)	43		
Fonds local de solidarité (note 19)	44		
Autres			
-Fonds de stationnement	45	190 440	185 993
-Dépenses report. fin. long ter	46	787 775	1 137 150
	47	3 001 885	3 519 672
	48	3 001 885	3 519 672

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () (
Autres	52 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () (
	54 () (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () (
Frais d'assainissement des sites contaminés	56 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () (
Autres		
-	58 () (
-	59 () (
	60 () (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () (
Intérêts sur la dette à long terme	62 (	715) (
Mesures relatives à la TVQ		1 377)
Utilisation du fonds général	63 () (
Utilisation du fonds de roulement	64 () (
Mesure relative aux frais reportés	65 () (
Autres		
-	66 () (
-	67 () (
	68 (	715) (
		1 377)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (	1 116 300) (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () (
Autres		
- Autres financements	72 (	1 580 166) (
- Organismes	73 (	73 377) (
	74 (	2 769 843) (
		3 534 061)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs et placements de portefeuille à titre d'investissement dans le cadre du FLI et du FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80	
	81 (	2 770 558) (
		3 535 438)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 4 631	150 920
Investissements à financer	83 (16 407 791 ) (	7 116 080)
	84 (16 403 160)	(6 965 160)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 372 939 488	356 977 545
Propriétés destinées à la revente	86 10 879	10 879
Prêts	87 566 873	1 265 537
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 373 517 240	358 253 961
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 373 517 240	358 253 961
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (193 868 909 ) (	201 914 128)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (924 798 ) (	1 137 150)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 13 102 605	12 309 760
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97 3 019 843	3 534 061
	98 (178 671 259 ) (	187 207 457)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()
	100 (178 671 259 ) (	187 207 457)
	101 194 845 981	171 046 504

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Vaudreuil-Dorion parraine un régime de retraite à prestations déterminées. À l'exception du groupe des pompiers syndiqués, le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le salaire final pour le service avant le 1er janvier 2014 et sur le salaire carrière pour le service après le 31 décembre 2013. Le salaire final est calculé comme étant égal à la moyenne des six années les mieux rémunérées du participant. La rente carrière accumulée est indexée annuellement jusqu'à la cessation de participation. La dernière évaluation actuarielle a été produite au 31 décembre 2014.

Les cotisations salariales des participants s'élèvent à 8.0 % du salaire admissible. À compter du 1er janvier 2020, elles seront majorées afin de financer 50 % de la cotisation d'exercice requise. Depuis juillet 2017, une cotisation de stabilisation de 0.88 % du salaire admissible est versée par les participants et la ville.

Depuis le 1er juillet 2014, la Ville parraine un régime supplémentaire de retraite à prestation déterminées à l'égard des participants affectés par la rente maximale du Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Vaudreuil-Dorion, soit le régime surcomplémentaire de retraite des employés de la Ville de Vaudreuil-Dorion. Le régime de retraite est non contributif.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 2 226 500	2 039 000
Charge de l'exercice	4 (1 717 400)	(1 661 500)
Cotisations versées par l'employeur	5 2 016 000	1 849 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>2 525 100</u>	<u>2 226 500</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 34 945 000	30 346 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (<u>34 913 700</u>)	(<u>30 403 500</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 31 300	(57 500)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 <u>2 493 800</u>	<u>2 284 000</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 2 525 100	2 226 500
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>2 525 100</u>	<u>2 226 500</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (<u>64 700</u>)	(<u>57 500</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (<u>64 700</u>)	(<u>57 500</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 2 300 700	2 042 600
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 <u>103 000</u>	<u>24 000</u>
	20 2 403 700	2 066 600
Cotisations salariales des employés	21 (937 000)	(836 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 1 466 700	1 230 600
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 365 600	400 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25 (103 000)	(24 000)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 <u>1 729 300</u>	<u>1 606 600</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 <u>1 708 100</u>	<u>1 549 900</u>
Rendement espéré des actifs	33 (<u>1 720 000</u>)	(<u>1 495 000</u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 <u>(11 900)</u>	<u>54 900</u>
Charge de l'exercice	35 <u>1 717 400</u>	<u>1 661 500</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 2 719 000	2 372 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (1 720 000)	(1 495 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 999 000	877 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (1 471 400)	(172 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 1 073 000	1 082 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 36 397 000	31 603 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43 64 700	57 500
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 2 357 000	187 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 15	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,57 %	5,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,50 %	5,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	1 54

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La Ville offre actuellement à ses retraités et futurs retraités des avantages complémentaires de retraite (Régime d'assurance collective) de type prestations déterminées. Le Régime comprend de l'assurance vie des retraités et des personnes à charge pour les retraités actuels et futurs, ainsi que des prestations de soins de santé pour les retraités et les personnes à charge de deux retraités actuels (qui ont pris leur retraite avant le 1er juillet 1998). La ville paie 100 % des primes pour tous les retraités. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2016.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (375 000)	(362 000)
Charge de l'exercice	56 (38 000)	(24 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 12 000	11 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 <u>(401 000)</u>	<u>(375 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (461 000)	(443 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (461 000)	(443 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 60 000	68 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (401 000)	(375 000)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 <u>(401 000)</u>	<u>(375 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (461 000)	(443 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 <u>(461 000)</u>	<u>(443 000)</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 18 000	11 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 <u>18 000</u>	<u>11 000</u>
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73 ()	()
	74 18 000	11 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75 8 000	2 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	76	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	78	
Variation de la provision pour moins-value	79	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
Autres		
-	80	
-	81	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82 <u>26 000</u>	<u>13 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83 <u>12 000</u>	<u>11 000</u>
Rendement espéré des actifs	84 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85 <u>12 000</u>	<u>11 000</u>
Charge de l'exercice	86 <u>38 000</u>	<u>24 000</u>
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 (_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	(83 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95 15	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96 2,75 %	2,75 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98 %	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100 7,60 %	7,90 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 2,20 %	5,20 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102 2 026	2 026
Autres hypothèses économiques		
-	103	
-	104	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 105 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2017	2016
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 106		

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 107 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

Depuis juillet 2016, la ville offre une régime de retraite simplifié (RRS) à ses pompiers. Celui-ci prend la forme d'un versement dans un RRS des employés participants au même taux que celui des participants pour un maximum de 8 % pour la part de la ville. Les employés peuvent verser une contribution volontaire supplémentaire s'ils le souhaitent.

	2017	2016
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 108	91 789	70 083

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

109 Oui
 110 Non

	2017	2016
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 111	8	8

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2017	2016
Cotisations des élus au RREM	112	<u>16 845</u>	<u>16 459</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	113	56 769	55 467
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	114	<u>11 631</u>	<u>12 028</u>
	115	<u>68 400</u>	<u>67 495</u>

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2017

Administration municipale

Dettes à long terme	1	193 904 000
---------------------	---	-------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	16 407 791
---------------------------------------	---	------------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	1 002 855
-------------------	---	-----------

Débiteurs	8	13 102 605
-----------	---	------------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	4 631
--	----	-------

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	196 201 700
---	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	889 707
--	----	---------

Endettement net à long terme	16	197 091 407
------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	1 435 050
---------------------------------	----	-----------

Communauté métropolitaine	18	248 032
---------------------------	----	---------

Autres organismes	19	5 283 000
-------------------	----	-----------

Endettement total net à long terme	20	204 057 489
------------------------------------	----	-------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
--	----	--

	23	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	204 057 489
---	----	-------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2017	2017	2017	2016	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	46 097 987	47 114 608	47 114 608	45 259 626
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	3 785 372	3 964 758	3 964 758	4 235 795
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	49 883 359	51 079 366	51 079 366	49 495 421
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	4 969 617	5 125 610	5 125 610	4 966 907
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13				
Autres					
-Installations UV	14	57 808	36 003	36 003	43 706
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	146 400	177 394	177 394	155 986
Service de la dette	18	5 817 428	5 619 870	5 619 870	5 825 515
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20		9 130	9 130	959 947
	21	10 991 253	10 968 007	10 968 007	11 952 061
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative					
Autres	22				
	23				
	24				
	25	10 991 253	10 968 007	10 968 007	11 952 061
	26	60 874 612	62 047 373	62 047 373	61 447 482

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	147 500	136 041	146 782
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28		1 431	1 380
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	147 500	137 472	148 162
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	84 375	83 333	91 240
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	874 385	701 722	733 443
	35	958 760	785 055	824 683
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	1 106 260	922 527	972 845
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	26 305	26 364	26 311
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	295	295	295
Taxes d'affaires	43			
	44	26 600	26 659	26 606
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45	28 369	45 692	33 977
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47	28 369	45 692	33 977
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	1 161 229	994 878	1 033 428

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52		11 262	11 572
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54		314	1 178
Sécurité civile	55		400 000	
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	52 500	52 085	49 738
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59		11 260	
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61	500 000	262 408	2 984 628
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	5 312	5 313	6 392
Réseau de distribution de l'eau potable	68	5 412	9 516	10 845
Traitement des eaux usées	69	67 268	126 089	144 144
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75	253 000	233 112	242 032
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78		15 229	
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81		1 200	1 529
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	316 643	317 624	341 154
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	99 649	2 172	113 380
Autres	88	73 000	87 000	38 692
Réseau d'électricité	89			
	90	1 372 784	1 533 384	3 134 168
				3 945 284

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2017	2017	2017	2016
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		(4 870)	86 677
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129		(4 870)	86 677

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134			
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137			
	138			
TOTAL DES TRANSFERTS	139	1 372 784	1 533 384	3 129 298
				4 031 961

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	296 358	287 883	287 883
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	296 358	287 883	287 883
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	252 200	203 817	203 817
Réseau de distribution de l'eau potable	156			203 282
Traitement des eaux usées	157		55 822	55 676
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	252 200	259 639	259 639
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176		2 006	2 006
Activités culturelles				1 963
Bibliothèques	177	6 725	6 610	6 725
Autres	178			
	179	6 725	8 616	8 616
Réseau d'électricité	180			
	181	555 283	556 138	556 138
				583 665

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	182			
Évaluation	183			
Autres	184	117 037	169 449	182 059
	185	117 037	169 449	182 059
Sécurité publique				
Police	186			
Sécurité incendie	187	7 500	771	771
Sécurité civile	188		6 511	6 511
Autres	189	2 400		3 198
	190	9 900	7 282	3 198
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191			
Enlèvement de la neige	192		23 432	23 432
Autres	193	21 706	127 897	183 018
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194		529 382	1 109 879
Transport adapté	195			
Transport scolaire	196			
Autres	197	25 000		444 040
Autres	198			
	199	46 706	151 329	1 736 937
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200	8 232	39 525	39 525
Réseau de distribution de l'eau potable	201			
Traitement des eaux usées	202			
Réseaux d'égout	203		912	912
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204			
Matières recyclables	205		6 445	6 445
Autres	206			
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208			
Autres	209			52 941
	210	8 232	46 882	52 941
Santé et bien-être				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	215	40 500	192 597	192 597
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217			
Autres	218	203 441		189 496
	219	243 941	192 597	189 496
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220	3 551 720	3 491 042	3 491 042
Activités culturelles				
Bibliothèques	221			
Autres	222	9 965	15 236	3 717 884
	223	3 561 685	3 506 278	3 717 884
Réseau d'électricité	224			
	225	3 987 501	4 073 817	5 882 515
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	4 542 784	4 629 955	6 466 180

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	227	220 675	277 686	412 650
Droits de mutation immobilière	228	2 880 000	7 974 153	3 741 346
Droits sur les carrières et sablières	229			
Autres	230	1 315	536	268
	231	3 101 990	8 252 375	4 154 264
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	232	503 030	351 507	442 317
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	233			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	234	475 000	754 525	707 528
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	235	5 000	19 599	(8 116)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	236			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	237			
Contributions des promoteurs	238		10 047 067	4 128
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	239	30 000		
Contributions des organismes municipaux	240			
Autres contributions	241		1 319 356	
Autres	242		22 738	735 791
	243	35 000	11 408 760	731 803
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	244			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2017	Réalizations 2017			Réalizations 2017	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	873 791	821 157	1 556	822 713	822 713	1 004 177
Greffe et application de la loi	2	1 379 605	1 286 962	1 214	1 288 176	1 288 176	1 157 696
Gestion financière et administrative	3	2 235 219	2 318 885	45 420	2 364 305	2 364 305	2 102 363
Évaluation	4	329 412	697 251		697 251	697 251	1 251 180
Gestion du personnel	5	900 001	936 596	1 085	937 681	937 681	818 435
Autres							
- Informatique, communications	6	1 251 460	1 344 589	20 979	1 365 568	1 365 568	647 629
- Autres	7	962 006	975 289	3 822	979 111	979 111	1 341 697
	8	7 931 494	8 380 729	74 076	8 454 805	8 454 805	8 323 177
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	4 853 573	3 865 631	5 165	3 870 796	3 870 796	4 091 537
Sécurité incendie	10	4 275 486	3 683 353	440 474	4 123 827	4 123 827	3 570 537
Sécurité civile	11	53 512	1 192 610	3 854	1 196 464	1 196 464	45 264
Autres	12	176 103	155 776		155 776	155 776	152 196
	13	9 358 674	8 897 370	449 493	9 346 863	9 346 863	7 859 534
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	3 972 585	4 000 995	3 981 621	7 982 616	7 982 616	7 943 674
Enlèvement de la neige	15	2 169 379	2 215 117	17 874	2 232 991	2 232 991	1 916 676
Éclairage des rues	16	360 042	431 310	813 133	1 244 443	1 244 443	1 234 762
Circulation et stationnement	17	354 727	329 739	108 514	438 253	438 253	415 212
Transport collectif							
Transport en commun	18	3 418 703	1 979 377	1 311	1 980 688	4 586 291	6 515 489
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	10 275 436	8 956 538	4 922 453	13 878 991	16 484 594	18 025 813

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2017	Réalizations 2017			Réalizations 2017	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 881 410	2 605 813	974 111	3 579 924	3 579 924	3 509 557
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 029 157	829 149	931 090	1 760 239	1 760 239	1 740 503
Traitement des eaux usées	25	1 112 868	954 192	553 561	1 507 753	1 507 753	1 411 305
Réseaux d'égout	26	641 634	657 406	2 121 820	2 779 226	2 779 226	2 747 192
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	833 290	820 927		820 927	820 927	802 496
Élimination	28	1 186 082	926 954		926 954	926 954	879 259
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	937 840	921 380		921 380	921 380	928 562
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31	92 392	79 667		79 667	79 667	246 159
Traitement	32						162
Matériaux secs	33	227 252	122 203	5 522	127 725	127 725	43 612
Autres	34						
Plan de gestion	35		65 136		65 136	65 136	65 370
Autres	36						
Cours d'eau	37	85 679	24 764		24 764	24 764	42 633
Protection de l'environnement	38	681 291	676 412		676 412	676 412	452 486
Autres	39						
	40	9 708 895	8 684 003	4 586 104	13 270 107	13 270 107	12 869 296
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	430 888	390 865		390 865	390 865	405 730
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	424 987	430 070		430 070	475 904	412 468
	44	855 875	820 935		820 935	866 769	818 198
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	2 908 594	2 746 819	11 053	2 757 872	2 757 872	2 462 910
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	644 269	640 168		640 168	640 168	585 193
Tourisme	49	1 260	1 045		1 045	1 045	513
Autres	50						
Autres	51						
	52	3 554 123	3 388 032	11 053	3 399 085	3 399 085	3 048 616

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2017	Réalizations 2017			Réalizations 2017	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	4 045 473	4 225 446	736 927	4 962 373	4 813 724	4 994 205
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 889 976	1 711 631	347 436	2 059 067	2 059 067	2 115 488
Piscines, plages et ports de plaisance	55	755 843	662 167	43 653	705 820	705 820	782 162
Parcs et terrains de jeux	56	4 153 809	3 862 006	874 029	4 736 035	4 736 035	4 767 430
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59					234 637	128 326
	60	10 845 101	10 461 250	2 002 045	12 463 295	12 549 283	12 787 611
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	941 605	847 538	4 535	852 073	852 073	787 850
Bibliothèques	62	1 899 384	1 621 964	66 019	1 687 983	1 687 983	1 594 823
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	723 041	930 455	12 836	943 291	943 291	716 724
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65						
	66	3 564 030	3 399 957	83 390	3 483 347	3 483 347	3 099 397
	67	14 409 131	13 861 207	2 085 435	15 946 642	16 032 630	15 887 008
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	5 495 821	5 177 274		5 177 274	5 215 093	5 594 309
Autres frais	70	274 136	357 056		357 056	357 056	274 935
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	70 000	100		100	100	65 900
Autres	72	115 000	53 897		53 897	126 896	93 696
	73	5 954 957	5 588 327		5 588 327	5 699 145	6 028 840
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
	74					75 298	
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	75	11 500 000	12 128 614	(12 128 614)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	25
Taux global de taxation réel	26
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	28
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	28
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	28
Analyse de la dette à long terme consolidée	29
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	30
Analyse de la rémunération non consolidée	31
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	31
Frais de financement non consolidés par activités	32
Rémunération des élus	33
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	34
Questionnaire	35

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Au trésorier,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la Ville de Vaudreuil-Dorion (ci-après « la municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**



1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A 107797

DATE 2018-06-08

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	62 047 373
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2017 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	2 885 670
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	14 006 559
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	177 394
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	50 749 090

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	5 602 952 400
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>5 784 790 300</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>5 693 871 350</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2017
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 , 8 | 9 | 1 | 3 / 100 \$

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
	Conduites d'eau potable	1 743 059	1 743 059	15 884
	Usines de traitement de l'eau potable	706 014	706 014	770 505
	Usines et bassins d'épuration	1 972 550	1 972 550	8 489 294
	Conduites d'égout	3 797 272	3 797 272	178 470
	Sites d'enfouissement et incinérateurs			
	Chemins, rues, routes et trottoirs	11 597 295	11 597 295	847 908
	Ponts, tunnels et viaducs			
	Systèmes d'éclairage des rues	1 142 625	1 142 625	160 321
	Aires de stationnement	78 516	78 516	4 478
	Parcs et terrains de jeux	1 191 080	1 191 080	209 179
	Autres infrastructures	652 531	652 531	383 997
	Réseau d'électricité			
Bâtiments				
	Édifices administratifs	119 902	119 902	46 567
	Édifices communautaires et récréatifs	1 190 321	1 190 321	406 413
	Améliorations locatives			7 580
Véhicules				
	Véhicules de transport en commun			
	Autres	713 260	713 260	599 096
	Ameublement et équipement de bureau	114 294	142 679	80 368
	Machinerie, outillage et équipement divers	357 636	383 762	80 047
	Terrains	2 939 428	2 939 428	906 203
	Autres			
		28 315 783	28 370 294	13 186 310

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
	Conduites d'eau potable	434 809	434 809	(6 755)
	Usines de traitement de l'eau potable	706 014	706 014	770 505
	Usines et bassins d'épuration	1 972 550	1 972 550	8 484 382
	Conduites d'égout			
	Autres infrastructures	8 578 202	8 578 202	332 326
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
	Conduites d'eau potable	1 308 250	1 308 250	22 639
	Usines de traitement de l'eau potable			
	Usines et bassins d'épuration			4 912
	Conduites d'égout	3 797 272	3 797 272	178 470
	Autres infrastructures	6 083 845	6 083 845	1 273 557
	Autres immobilisations	5 434 841	5 489 352	2 126 274
		28 315 783	28 370 294	13 186 310

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017****Non audité**

		2017	2016
Rémunération	35		
Charges sociales	36		
Biens et services	37	28 315 783	12 928 357
Frais de financement	38		
Autres	39		
	40	28 315 783	12 928 357

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	1 045 674	40 883	83 702	1 002 855
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	128 731 691	545 376	6 865 046	122 412 021
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	60 964 153	766 804	3 454 731	58 276 226
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	190 741 518	1 353 063	10 403 479	181 691 102
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	12 309 760	1 683 905	891 060	13 102 605
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	12 309 760	1 683 905	891 060	13 102 605
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	12 309 760	1 683 905	891 060	13 102 605
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement	16				
Autres	17				
	18	12 309 760	1 683 905	891 060	13 102 605
	19	203 051 278	3 036 968	11 294 539	194 793 707
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	203 051 278	3 036 968	11 294 539	194 793 707

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
Administration générale					
Greffe et application de la loi	1	500	501	501	501
Évaluation	2				
Autres	3	586 563	633 166	633 166	486 512
Sécurité publique					
Police	4	40 962	40 962	40 962	52 524
Sécurité incendie	5	48 596	48 597	48 597	58 068
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	2 764 981	1 269 132	1 287 597	476 038
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	957 198	957 201	957 201	1 056 939
Cours d'eau	13	77 804	22 296	22 296	26 885
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16	430 888	390 865	390 865	405 730
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	501 838	497 424	497 424	401 375
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	634 335	632 668	632 668	576 498
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	19 077	12 800	12 800	18 429
Activités culturelles	23	397 615	385 112	385 112	357 021
Réseau d'électricité					
	24				
	25	6 460 357	4 890 724	4 909 189	3 916 520

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	45,97	37,50	96 362,00	4 721 151	1 428 281	6 149 432
Professionnels	2						
Cols blancs	3	96,18	35,00	181 690,00	4 917 820	1 487 780	6 405 600
Cols bleus	4	65,58	40,00	147 515,00	4 076 791	1 233 345	5 310 136
Policiers	5						
Pompiers	6	15,81	40,00	136 083,00	1 585 437	379 664	1 965 101
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	223,54		561 650,00	15 301 199	4 529 070	19 830 269
Élus	9	9,00			437 892	98 426	536 318
	10	232,54			15 739 091	4 627 496	20 366 587

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	262 408				262 408
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	5 313				5 313
Réseau de distribution de l'eau potable	13	9 516				9 516
Traitement des eaux usées	14	126 089				126 089
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	1 066 397		11 262	52 399	1 130 058
	17	1 469 723		11 262	52 399	1 533 384

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		2017	2016
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	414 154	383 222
	4	414 154	383 222
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	174 476	216 895
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	174 476	216 895
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	1 670 164	1 758 272
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	1 670 164	1 758 272
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	630 836	779 332
Réseau de distribution de l'eau potable	17	602 933	247 697
Traitement des eaux usées	18	585 113	566 814
Réseaux d'égout	19	401 444	756 947
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24	5 188	
Autres	25		
	26	2 225 514	2 350 790
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	25 000	25 417
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	25 000	25 417
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	1 079 019	1 122 115
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		46 003
Autres	38		
	39	1 079 019	1 168 118
Réseau d'électricité			
	40		
	41	5 588 327	5 902 714

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**Non audité**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Maire	122 130	16 476
Conseiller (chacun)	25 251	12 626

Note

Trois conseillers ayant terminé leur mandat en novembre 2017 ont reçu, tel que prévu à la Loi, des allocations de départ totalisant 38 322 \$.

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	2017		2016
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 () () (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 () () (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 () () (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27, S28, S39 et S41, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
7. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	16	6 250 000 \$	
8. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	19	\$	

**QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité	OUI	NON
9. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	20 <input type="checkbox"/>	21 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2017	22	_____ \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2017 des engagements en vertu du règlement concerné	23	_____ \$
10. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	26	_____ 34 454 \$
11. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	29	_____ 2 885 670 \$
b) autres formes d'aide	30	_____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2017	31	.....
Facteur comparatif de 2017	32	.....
Valeur uniformisée	33	_____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2017 dans le cadre du *Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local* (PAERRL) de la part du MTMDET 34 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au PAERRL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement) _____ \$

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 35 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 36 _____ \$

b) Dépenses d'investissement 37 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles 38 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 34, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 39 _____

b) Date d'adoption de la résolution 40 _____

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018	
Revenus de taxes	38
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	39
Calcul de certains revenus de taxes	40
Taux des taxes	42
Taux global de taxation prévisionnel	43
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	44
Questionnaire	46

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales

Taxe foncière générale	1	48 961 599
------------------------	---	------------

Taxes spéciales

Service de la dette	2	
---------------------	---	--

Activités de fonctionnement	3	
-----------------------------	---	--

Activités d'investissement	4	
----------------------------	---	--

Taxes de secteur

Taxes spéciales

Service de la dette	5	3 910 000
---------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement	6	
-----------------------------	---	--

Activités d'investissement	7	
----------------------------	---	--

Autres

	8	
--	---	--

	9	52 871 599
--	---	------------

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification

Services municipaux

Eau	10	5 033 507
-----	----	-----------

Égout	11	
-------	----	--

Traitement des eaux usées	12	
---------------------------	----	--

Matières résiduelles	13	
----------------------	----	--

Autres		
--------	--	--

- Installations UV	14	59 231
--------------------	----	--------

-	15	
---	----	--

-	16	
---	----	--

Centres d'urgence 9-1-1	17	180 000
-------------------------	----	---------

Service de la dette	18	5 650 000
---------------------	----	-----------

Activités de fonctionnement	19	
-----------------------------	----	--

Activités d'investissement	20	
----------------------------	----	--

	21	10 922 738
--	----	------------

Taxes d'affaires

Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
--------------------------------------	----	--

Autres	23	
--------	----	--

	24	
--	----	--

	25	10 922 738
--	----	------------

	26	63 794 337
--	----	------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	142 200
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	1 361
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	143 561

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	83 332
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	781 720
	9	865 052

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	1 008 613

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	26 350
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	295
Taxes d'affaires	17	
	18	26 645

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	48 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	48 000

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	1 083 258

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 3 880 800 815	X 5 0,6186	/100\$ 6 24 006 634				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 261 339 079	X 8 0,7036	/100\$ 9 1 838 782				
Immeubles non résidentiels	10 1 299 118 757	X 11 1,6273	/100\$ 12 21 140 560				
Immeubles industriels	13 124 325 450	X 14 1,7009	/100\$ 15 2 114 652				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 122 709 000	X 20 1,2372	/100\$ 21 1 518 156				
Immeubles agricoles	22 37 260 700	X 23 0,6186	/100\$ 24 230 495				
Total			25 50 849 279	26 (2 854 419)	27 ()	28 966 739	29 48 961 599
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>				
Taxes sur la valeur foncière											
Taxes générales											
Taxes spéciales											
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3								
Activités de fonctionnement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6								
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9								
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12								
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18								
Autres	19	X 20	/100\$ 21								
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24								
Total			25					26 (.....) 27 (.....) 28	29
Taxes spéciales											
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32								
Activités d'investissement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35								
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38								
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41								
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47								
Autres	48	X 49	/100\$ 50								
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53								
Total			54					55 (.....) 56 (.....) 57	58
	<u>Valeur locative imposable</u>										
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 (.....) 63 (.....) 64	65				

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	2 | 7 | 5 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2	| | | | , | | | | \$
Eau et égout	3	| | | | , | | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | | , | | | | \$
Matières résiduelles	5	| | | | , | | | | \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Améliorations locales de	0,0001	1	
Améliorations locales à	0,2538	1	
Améliorations locales de	0,0001	2	
Améliorations locales à	1,4947	2	
Améliorations locales de	0,0115	3	
Améliorations locales à	78,9591	3	
Améliorations locales de	0,0762	4	
Améliorations locales à	257,4502	4	
Améliorations locales de	0,0001	7	Pied carré
Améliorations locales à	0,0823	7	Pied carré
Améliorations locales de	0,0452	7	Pied linéaire
Améliorations locales à	20,5295	7	Pied linéaire
Tarifs d'eau de	235,0000	5	
Tarifs d'eau à	8 778,0000	5	
Tarifs d'eau/compteur (traitée et épurée)	0,7460	5	
Tarifs d'eau/compteur (traitée)	0,4700	5	
Compensation serv. mun. de	0,2964	1	
Compensation serv. mun. à	0,3443	1	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	63 794 337
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	2 854 419

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	14 661 701
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	180 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>51 807 055</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11	<u>5 725 553 801</u>
----	----------------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2018

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12	| | 0 | , | 9 | 0 | 4 | 8 | /100 \$
----	---------------------------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	18 703 456	2 039 416		1 481 083	2 190 506	230 501
De secteur	2	1 493 630	162 865		118 277	174 931	18 407
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	2 158 314	235 342		170 912	252 777	26 599
Autres	5	129 527	189 236			441 100	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	22 484 927	2 626 859		1 770 272	3 059 314	275 507

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	24 257 261	59 376		48 961 599
De secteur	10	1 937 148	4 742		3 910 000
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	2 799 204	6 852		5 650 000
Autres	13	4 332 875			5 092 738
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	33 326 488	70 970		63 614 337

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input checked="" type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2018 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	172 473 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	77 349 182 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	10 703 097 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	349 375 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	872 014 \$	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 2555, rue Dutrisac, bureau 200
(no) (rue)
Vaudreuil-Dorion J7V 7E6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-3371
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 424-8542
(ind. rég.) (numéro)

Courriel marco.pilon@ville.vaudreuil-dorion.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Marco Pilon, FCPA, FCGA, OMA

Téléphone (450) 455-3371 2105
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 424-8542
(ind. rég.) (numéro)

Courriel marco.pilon@ville.vaudreuil-dorion.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 476, avenue Saint-Charles
(no) (rue)
Vaudreuil-Dorion, QC J7N 7N6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-7202
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 455-9780
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jocelyne.poirier@goudreaupoirier.com

Responsable du dossier Jocelyne Poirier, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ (Code postal)
(Municipalité)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____